

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL HUBER

Principales lacunes et insuffisances des statistiques françaises

Journal de la société statistique de Paris, tome 85 (1944), p. 86-96

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1944__85__86_0

© Société de statistique de Paris, 1944, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

IV

PRINCIPALES LACUNES ET INSUFFISANCES DES STATISTIQUES FRANÇAISES

La liste ci-après a été établie, à la demande du Conseil de la Société de Statistique, pour être communiquée au Comité supérieur de la Statistique, qui vient d'être reconstitué.

Les membres de la Société sont instamment priés de faire connaître sans retard, au secrétariat et au plus tard le 1^{er} mai 1944 les observations que leur suggérera la lecture de cette note et leurs desiderata dans les domaines que chacun d'eux a eu l'occasion d'étudier.

Il sera tenu compte de toutes les suggestions recueillies dans le texte définitif de la note qui sera adressée au Conseil supérieur de la Statistique.

Cette liste est fondée, en principe, sur la situation existant au 1^{er} septembre 1939. A cette date, de nombreuses statistiques ont été supprimées ou réduites. Depuis, quelques-unes ont été reprises sous une forme abrégée, c'est ainsi que le *Bulletin de la Statistique générale de la France* paraît de nouveau depuis juin 1941. On pourrait même signaler quelques innovations, comme la publication de l'*Annuaire statistique abrégé* en décembre 1943.

D'autre part, les nécessités du ravitaillement et de la nouvelle organisation économique ont obligé les administrations à étendre sous des formes nouvelles ou à créer de toutes pièces les statistiques indispensables à la direction de l'économie. Mais ces statistiques ne sont pas publiées; on n'a donc pu faire état que de celles dont l'existence est connue. Il est évidemment désirable que les améliorations ainsi réalisées soient maintenues et même développées après la guerre; sauf, bien entendu, pour les statistiques qui deviendront inutiles en régime normal, par exemple celles qui concernent le rationnement.

Un paragraphe spécial est consacré aux statistiques relatives à la guerre elle-même, à ses conséquences démographiques et économiques.

On a utilisé, dans ce qui suit, les suggestions formulées en réponse à la demande faite par le Conseil de la Société, par plusieurs de nos collègues, notamment MM. Decugis, Fréchet, Ed. Michel, baron Mourre et Risser.

On a tiré profit également des lacunes de la documentation de statistique économique signalées par M. Sauvy dans son livre sur la « Conjoncture et la Prévision économiques ». (Éditions du Centre polytechnicien d'études économiques, 1938).

La liste ainsi établie, est certainement incomplète; elle a été volontairement limitée aux lacunes les plus importantes, en laissant de côté de nombreuses améliorations désirables, mais d'intérêt secondaire. On espère cependant qu'elle pourra être de quelque utilité, comme base de départ pour le Comité supérieur de Statistique, dans l'œuvre considérable qu'il doit entreprendre pour la rénovation des statistiques françaises.

A. — Statistiques démographiques.

a) ÉTAT DE LA POPULATION.

1. *Recensement quinquennal.* — Le dernier est celui de 1936; ses résultats ne sont pas encore totalement publiés; celui de 1941 n'a pu avoir lieu; il est désirable que la tradition des dénombrements quinquennaux soit reprise, dès que possible, s'il se peut en 1946.

Il ne faudrait pas croire, en effet, que l'institution d'un registre de population, tenu sur fiches et exploité par les procédés mécanographiques, puisse dispenser de faire des recensements quinquennaux. L'expérience des pays où existent des registres de population le montre suffisamment.

Un registre d'entrées et de sorties, si bien tenu qu'il soit, ne dispense pas de faire des inventaires périodiques, pour reprendre contact avec les faits; sinon on s'expose à de graves mécomptes.

On pourrait cependant admettre que les recensements deviennent décennaux.

Il est donc désirable de voir reparaître, tous les cinq ou dix ans, la documentation abondante sur l'état de la population à une date fixée, que l'on trouvait dans les nombreux volumes du recensement général de la population, des établissements et de la population active : 5 ou 6 volumes à chacun des recensements de 1901, 1906, 1911, 1921 ; 7 ou 8 volumes en 1926 et 1931 ; la publication de 1936, retardée par les événements, comprendra 6 volumes.

Mais le recensement ne donne l'état détaillé de la population que tous les cinq ans. Il serait désirable que le S. N. S. put, à l'avenir, publier au début de chaque année, l'état de la population suivant le sexe, l'année de naissance et l'état matrimonial. Cet état annuel permettrait d'améliorer beaucoup les études sur la natalité, la fécondité et la mortalité.

2. *Enquêtes annexes.* — Outre ces volumes de base, consacrés à l'état civil de la population totale et de la population active, aux établissements et à leur personnel, des volumes spéciaux étaient publiés à l'occasion du dénombrement quinquennal sur des sujets dont l'étude devrait être continuée, et, si possible, étendue. Citons : Français et institutions françaises à l'étranger (1930) ; Infirmités (1926) ; Forces motrices 1926, 1931 (voir ci-après).

3. *Ménages, logements, habitations.* — Les statistiques sur ces sujets, établies à l'occasion des recensements quinquennaux, apparaissent actuellement comme nettement insuffisantes.

La destruction d'un grand nombre d'habitations, les difficultés d'une reconstruction rapide exigent l'exécution, dès que possible après la fin de la guerre, d'une grande enquête sur l'habitation urbaine et rurale. On trouvera des bases solides dans les études entreprises déjà avant la guerre par l'Institut international de Statistique et la Société des Nations, études qui ont porté sur les méthodes à utiliser pour le recensement des maisons et des logements, la statistique des locaux vacants, la statistique des constructions nouvelles et celle du coût de la construction, etc...

On reviendra sur la statistique des loyers à propos du coût de la vie.

4. *Familles.* — Parmi les enquêtes annexes du recensement, l'une des plus importantes concerne la composition des familles suivant le nombre des enfants, en rapport avec les autres caractéristiques telles que : âge et profession des parents par exemple.

Depuis longtemps, malgré l'insuffisance de ses moyens, la S. G. F. s'était attachée à cette question : enquêtes de 1906, 1911, 1926, 1931, 1936, cette dernière non encore publiée.

Les dépouillements ont porté tantôt sur la fertilité totale des familles (total des enfants nés, vivants et décédés), tantôt sur la fertilité effective (enfants survivants).

Dans les plus anciennes de ces enquêtes, les familles étaient classées d'après le nombre total des enfants quel que soit leur âge. Dans celle de 1926, le classement a été fait d'après le nombre des enfants au-dessous d'un certain âge : 10, 14, 16, 18 ou 21 ans. Il est inutile de souligner l'intérêt de cette distinction pour toutes les études relatives aux mesures d'assistance pour les familles nombreuses.

Dès que possible, au premier recensement d'après guerre, devra être annexée une enquête sur les familles.

b) MOUVEMENTS DE LA POPULATION.

1. *Mouvements de l'état civil.* — La statistique annuelle du mouvement de la population publiée par la S. G. F. répondait aux besoins essentiels. Les statistiques complémentaires, dont l'intérêt pourrait se faire sentir, pourraient aisément être obtenues en modifiant convenablement le dépouillement mécanographique des bulletins d'état civil, qui contiennent tous les renseignements nécessaires. Seule l'exactitude de la cause du décès laisse à désirer. (Voir causes de décès.)

La publication de données trimestrielles sommaires paraît suffisante, vu les difficultés d'un rassemblement mensuel des bulletins de toutes les communes. On pourrait envisager des statistiques mensuelles pour les grandes villes.

Toutefois, il serait désirable que la publication des statistiques trimestrielle et annuelle fût plus rapide.

Enfin, il faudrait, quand le retard dû à la guerre sera rattrapé, que les statistiques annuelles, dont les préfaces ont été un peu trop réduites pendant les récentes années, retrouvent leur volume normal comme dans le volume de 1933, avec rappel des résultats relatifs aux divers pays ; cela a d'ailleurs été fait dans le volume de 1938, publié en 1942.

En dehors des volumes annuels, la S. G. F. a d'ailleurs commencé en 1941 la publication d'une série d'études démographiques, qui compte déjà 4 volumes : 1 « Reproduction nette en Europe, depuis l'origine des statistiques » ; 2. « Évolution de la mortalité en Europe depuis l'origine des statistiques avec tables de mortalité de générations » ; 3. « Naturalisations en France 1870-1940 » ; 4. « Mouvements migratoires entre la France et l'étranger ».

Cet effort méritoire devrait être continué et amplifié. Avec les études publiées dans le *Bulletin de la S. G. F.*, notamment sur les tables nouvelles relatives à la population française (1938), ces travaux sont la preuve manifeste que les études de statistique démographique de la Statistique générale de la France ont atteint une valeur certaine et peuvent soutenir la comparaison avec celles des autres pays.

2. *Natalité, fécondité, reproduction brute et nette.* — Les travaux sur ces sujets offrent un intérêt de premier ordre pour un pays de natalité anormalement basse, comme la France. Les travaux déjà publiés (statistiques annuelles, notamment vol. 1938, étude démogra-

phique n° 1, etc.) montrent que ces études n'ont pas été négligées par la S. G. F. et sont un garant des travaux futurs.

Signalons, en particulier, l'intérêt d'une statistique des enfants nés d'après la durée du mariage et le rang de la naissance; d'une statistique des naissances d'après la nationalité des parents; de la natalité dans les villes et les campagnes, etc...

On souhaiterait aussi de nouvelles tables de fécondité sur la base du recensement de 1936 et des suivants.

3. *Nuptialité, divorces.* — Les statistiques actuelles sont suffisantes. On pourrait essayer de tenir compte du facteur professionnel, malgré les difficultés de l'entreprise. Le même essai pourrait être fait pour la natalité et surtout pour la mortalité. (Voir plus loin.)

On souhaiterait la reprise de la statistique des mariages suivant la nationalité des nouveaux époux, qui a dû être abandonnée depuis 1932.

4. *Mortalité.* — Les statistiques générales de la mortalité sont développées d'une manière suffisante, en ce qui concerne le sexe, l'âge, l'état matrimonial. Pour les causes du décès et de la mortalité professionnelle, voir ci-après.

5. *Mouvements migratoires.* — La loi du 30 mai 1941 sur la déclaration obligatoire des changements de domicile a fourni un nouveau moyen d'étude de ces mouvements que la S. N. S. a certainement songé à utiliser.

a) *A l'intérieur.* — Diverses données ont été déduites des recensements quinquennaux successifs. Ces études pourraient être développées pour la période de guerre et l'après-guerre, d'après les déclarations de changement de domicile;

b) *Entre la France et l'étranger.* — On a déjà signalé l'étude démographique n° 4 qui rassemble les données rétrospectives sur le sujet.

Les statistiques de l'émigration et de l'immigration sont insuffisantes; on pourrait, malgré leurs difficultés spéciales, les améliorer, notamment à l'aide des déclarations de domicile. Il serait particulièrement désirable d'être renseigné sur les migrations des travailleurs et de leurs familles et aussi sur le tourisme, en raison de son importance économique (nombre de nuitées dans les hôtels).

6. *Naturalisations.* — Cette question si discutée peut être éclairée par des statistiques suffisamment complètes et tenues à jour. Le sujet a été traité dans l'étude démographique n° 3, qui contient des données rétrospectives depuis 1870.

c) ÉTAT SANITAIRE.

1. *Morbidité.* — Une statistique générale est impossible, mais on pourrait au moins mettre en œuvre les données partielles, peu ou pas exploitées jusqu'à présent, par exemple :
— *cas de maladies transmissibles à déclaration obligatoire* : les éléments existent, rien n'a été publié;

— *cas de maladies dans certaines collectivités* : écoles, sociétés de secours mutuels, agents de certaines administrations, des chemins de fer, sans parler de l'armée et de la marine. On pourrait utilement répéter l'enquête faite en 1913 par la S. G. F.

Autre source inexploitée : les registres des hôpitaux. Un essai est, croyons-nous, tenté pour les hôpitaux de Nancy en 1942 : il serait très désirable qu'il fût étendu au plus grand nombre possible d'hôpitaux.

Enfin, la mise en service des carnets de santé pour les nourrissons, les écoliers pourrait servir de point de départ à d'utiles études non seulement de morbidité mais aussi sur le développement des enfants et adolescents.

Les Assurances sociales ont tous les éléments d'une statistique de morbidité professionnelle. (Voir ci-après la mortalité par profession).

2. *Causes de décès.* — Statistique établie par la S. G. F., dernière parue en 1936; insuffisante parce qu'elle est faite d'après la nomenclature internationale abrégée (43 rubriques) alors que la nomenclature détaillée en compte 200.

Aucun progrès n'est possible tant que l'administration n'aura pas obtenu la collaboration active et confiante du corps médical, pour la déclaration sincère et complète des causes de décès, c'est-à-dire tant que ne sera pas levée la difficulté du secret professionnel.

Actuellement, il est impossible de connaître le nombre à peu près exact des décès par tuberculose, cancer, syphilis, alcoolisme, etc...

Quand les dispositions nécessaires auront été prises pour obtenir une statistique convenable des causes de décès en général, il sera indispensable de procéder aux enquêtes statistiques nécessaires à la lutte contre la tuberculose, le cancer et la syphilis notamment.

3. *Tables de mortalité.* — La série des tables de mortalité pour la population de la France, (sexe masculin, sexe féminin, ensemble), calculées par la S. G. F. : 1898-1903, 1908-1913, 1920-1923, 1928-1933 devrait être continuée. La publication de la table 1933-1938 est, paraît-il, prochaine.

4. *Tables de mortalité par profession.* — Aucun travail récent. Les essais par rapprochement du recensement et des statistiques de décès n'ont pas donné de résultats encourageants. Mais le service des Assurances sociales possède tous les éléments nécessaires, car il peut porter sur une même fiche toutes les données relatives à un professionnel et éventuellement l'indication de son décès.

est donc possible d'établir pour les professions les plus importantes

- des tables de morbidité;
- des tables d'invalidité;
- des tables de mortalité

dont il n'est pas besoin de souligner l'importance et pour lesquelles il faut recourir aux expériences faites à l'étranger.

d) STATISTIQUES D'ORDRE CULTUREL.

1. *Statistiques judiciaires.* — Si la France a tenu, il y a un siècle, l'une des premières places, en cette matière, elle se trouve largement distancée aujourd'hui par de nombreux pays. Les statistiques annuelles de la justice criminelle (dernière parue 1934), de la justice civile et commerciale (dernière parue 1933) devraient être développées et publiées plus rapidement. La collaboration des services judiciaires et du S. N. S. devrait permettre ces améliorations.

2. *Statistiques de l'enseignement.* — Publiées sous une forme trop sommaire dans l'*Annuaire statistique*, d'après les renseignements fournis par le ministère de l'Éducation nationale.

Cependant, en 1943, le Bureau universitaire de statistique a publié un Recueil de statistiques scolaires et professionnelles de 1936 à 1942.

Pour l'enseignement primaire, par exemple, il n'existe plus rien de comparable aux belles publications faites il y a une quarantaine d'années sous les auspices de la commission spéciale que présidait Levasseur.

La collaboration des services de l'enseignement et du S. N. S. devrait permettre d'améliorer considérablement les publications statistiques relatives à l'enseignement primaire, à l'enseignement secondaire, à l'enseignement technique et à l'enseignement supérieur.

e) ASSISTANCE

La statistique annuelle des institutions d'assistance publiée depuis plus d'un siècle par la S. G. F. paraît être tombée en léthargie. Le dernier volume annuel 1933 a paru en 1936; les résultats sommaires des années 1934, 1935, 1936 ont été réunis en un seul volume réduit en 1941.

Il est désirable que la publication annuelle régulière et complète soit reprise, dès que possible, même sous forme réduite pour les années arriérées, puis régulièrement dans une publication annuelle. Elle devrait être étendue aux nouvelles formes d'assistance qui ont vu récemment le jour.

B. — Statistiques économiques.

On les examinera dans l'ordre suivant :

a) Production agricole, minière, industrielle;

b) Commerce;

c) Transports;

d) Consommations et stocks;

e) Prix et indices de prix;

f) Coût de la vie et budgets familiaux;

g) Salaires et autres statistiques du travail;

h) Statistiques financières : monnaies, crédit, banque, valeurs mobilières, finances publiques.

a) PRODUCTION.

1. *Production agricole.* — Nous touchons ici à l'une des branches les plus difficiles de la statistique, en raison de la multiplicité des exploitations, de la mentalité des populations rurales, de l'extrême variété des productions, de l'influence sur les récoltes des saisons, des intempéries et des maladies des plantes, des ravages des insectes, de la consommation à la ferme d'une partie des récoltes, etc...

Avant la guerre, la statistique agricole française comprenait, en dehors d'assez nombreuses publications spéciales, occasionnelles, deux séries importantes : statistique annuelle et enquêtes décennales.

Les enquêtes décennales, très étendues, commencées en 1842 par la S. G. F. ont eu lieu ensuite en 1852, 1862, 1882, 1892. Puis, il faut attendre près de quarante ans pour arriver à l'enquête de 1929 effectuée dans le cadre de la première enquête agricole mondiale organisée par l'Institut international d'Agriculture.

Il faut bien reconnaître que l'état de la statistique agricole française appelait de sérieuses améliorations, exigées d'une manière encore plus impérieuse par les nécessités du ravitaillement en temps de guerre.

On paraît s'orienter dans cette voie; sans entrer dans le détail, exprimons le vœu que de rapides et importants progrès puissent être réalisés par la collaboration étroite déjà établie entre le ministère de l'Agriculture et le S. N. S.

Régions naturelles. — Une innovation utile signalée par M. Ed. Michel et déjà étudiée par le S. N. S. est la délimitation de régions naturelles, telles que Brie, Beauce, etc... pouvant servir au regroupement des résultats statistiques établis jusqu'ici par divisions administratives. Pour être pratique, cette nouvelle division devrait prendre pour base la commune, cellule indivisible.

2. *Production minérale.* — Les statistiques de la production des mines et des carrières se présentaient en 1939 sous une forme assez satisfaisante, grâce à la collaboration du service des mines et des exploitants. Des progrès avaient été accomplis, dans le sens d'une publication plus rapide par la création en 1937 du Bureau de Documentation minière.

Il faut souhaiter de voir reprendre après la guerre :

a) La Statistique annuelle de l'industrie minérale (mines, carrières, sidérurgie, appareils à vapeur), publiée depuis 1838, avec réduction du délai de publication;

b) Les statistiques mensuelles de la production des mines de charbon, des autres mines ainsi que la production de fonte, d'acier et d'autres métaux usuels.

3. *Capacité de production industrielle.* — La capacité de production est définie par les éléments essentiels : matières premières, outillage et forces motrices, établissements et personnes actives :

a) *Matières premières disponibles.* — Les quantités de matières importées sont fournies par les statistiques douanières d'une manière suffisante; les matières premières indigènes devraient être indiquées avec plus de précision par les statistiques de la production agricole, minérale ou industrielle (Voir les paragraphes correspondants);

b) *Outillage.* — L'outillage industriel n'est connu que pour de rares industries : sidérurgie, industrie textile (en partie), outillage des transports, locomotives, wagons, bateaux, automobiles, etc.; les statistiques de ce genre devraient être développées, dans tous les cas où la complexité de l'outillage ne rend pas ces recherches trop difficiles.

c) *Forces motrices.* — La dernière statistique d'ensemble des forces motrices, établie par la S. G. F. remonte à 1931 (enquête annexée au recensement quinquennal). Des enquêtes de ce genre devraient être renouvelées, dès que possible, après la guerre.

Sans préjudice de la reprise de la statistique annuelle des appareils à vapeur publiée autrefois par le ministère des Travaux publics et de la statistique des forces hydrauliques, liée à la statistique de la production d'électricité.

d) *Équipement électrique, production et consommation de l'énergie électrique.* — Statistiques annuelles des usines centrales électriques (usines thermiques, usines hydrauliques) de la production d'énergie électrique, de la consommation par grandes catégories d'usagers : traction, électro-metallurgie, électro-chimie, force motrice, éclairage public, éclairage privé et usages domestiques. On souhaite la continuation de cette statistique : année 1941 publiée en 1943.

Reprise des publications mensuelles étendues à une proportion aussi élevée que possible des usines génératrices.

e) *Établissements et personnes actives.* — Reprise des recensements quinquennaux, résultats publiés par la S. G. F. (Voir dénombrements de la population).

Données nouvelles résultant des enquêtes sur la production industrielle (Voir ci-après).

Naturellement, la répartition des établissements et des personnes actives devrait être faite d'après de nouvelles nomenclatures, l'une pour les industries et activités collectives, l'autre pour les métiers et activités individuelles, en accord avec la nouvelle organisation économique. Elles sont préparées par une commission interministérielle qui fonctionne au Service national des statistiques.

4. *Production industrielle.* — Avant la guerre actuelle, les efforts de la S. G. F., pour renouveler ses anciennes enquêtes de 1842 et 1862, étaient restés à peu près sans résultat. Une enquête annexée au recensement de 1931 ne fournit pas de données d'ensemble satisfaisantes, en raison de l'extrême modicité du crédit accordé (750.000 francs) alors que 30 millions étaient affectés à l'enquête agricole de 1929.

A défaut d'un tableau général de la production industrielle française, on ne possédait que des données partielles sur les industries soumises à un contrôle fiscal ou autre : sucre, alcool, mines, sidérurgie, etc...

Toutefois, une législation nouvelle, comportant cette fois pour les industriels l'obligation de répondre, permit en 1938-1939 un essai interrompu par la guerre, qui a fait l'objet d'une publication de la S. G. F. : statistiques industrielles obligatoires (1941).

L'instauration d'un régime autoritaire d'économie dirigée, la création de comités d'organisation professionnelle, dont l'activité statistique est contrôlée et coordonnée par le service central de statistique du ministère de la Production industrielle, permet d'espérer que cette lacune lamentable des statistiques françaises sera comblée.

On trouvera des détails sur l'organisation nouvelle dans une communication de MM. Dufau Pères et Chapel faite à notre Société en décembre 1942. (Journal de janvier 1943.)

Une enquête mensuelle obligatoire, par l'intermédiaire des Comités porte sur : les effectifs, la durée du travail, les salaires, le chiffre d'affaires.

D'autre part, seront établies des statistiques de production et de consommation de matières premières et des statistiques de fabrications.

Ces statistiques sont commencées, mais rien n'est publié en raison de l'état de guerre.

Il faut espérer qu'après la cessation des hostilités, des publications régulières et complètes mettront ces données à la disposition de tous les intéressés.

5. *Indices de la production industrielle.* — Malgré la pénurie de données sur la production industrielle, la S. G. F. calculait, depuis 1921, un indice annuel depuis 1898, mensuel depuis 1919. Cet indice, dont la valeur avait été progressivement améliorée, était calculé d'abord sur la base de 1913, puis sur la base 1928. Son calcul a été suspendu peu avant la guerre.

Les données fournies par l'enquête mensuelle obligatoire, permettront après la guerre, a publication d'indices complets de la production industrielle.

6. *Indices de l'activité économique.* — A côté, parfois à défaut, d'indices de la production, on calcule des indices de l'activité déployée pour l'obtenir.

Activité de la main-d'œuvre : Statistiques du placement, du chômage complet ou partiel. Signalons seulement les divers indices calculés par la S. G. F. qui devraient être continués après la guerre.

Consommation d'énergie : La S. G. F. calculait des indices de consommation du charbon, des carburants, de l'énergie électrique, qui devraient aussi être continués.

7. *Statistique des carnets de commande* pour les principales industries.

b) COMMERCE.

1. *Commerce extérieur.* — Reprise des publications mensuelles et annuelles des douanes, dans les conditions et délais d'avant-guerre qui étaient satisfaisants.

Indices du volume du commerce extérieur. — Reprise par la S. G. F. de la publication d'indices mensuels dans les mêmes conditions.

2. *Commerce intérieur, distribution.* — Il n'existait à peu près rien, malgré les efforts de la S. G. F. pour faire compléter le dénombrement de 1936 par un recensement des entreprises et de la distribution. Sont souhaitables :

a) *Un recensement de la distribution,* quinquennal ou même plus fréquent, analogue à ceux des États-Unis, du Canada, d'Irlande, etc..

Il devrait faire ressortir les formes, les moyens et frais de distribution des marchandises ainsi que l'activité des transactions, les stocks, etc..

A défaut du recensement complet de la distribution, enquête sur les branches les plus importantes; grands magasins, prix uniques, alimentation, etc... comme en Allemagne, aux Pays-Bas, etc..

b) *Statistique pour les principales branches d'activité du produit des taxes* à la production, taxes sur le chiffre d'affaires, taxes sur les transactions.

L'indice du chiffre d'affaires des grands magasins, publié par l'Institut de recherches économiques devrait être repris.

Transports routiers. — Presque tout est à faire : le ministère des Communications avait étudié, avant la guerre, l'établissement de statistiques pour les principaux transports par automobiles.

Transports ferroviaires. — En dehors de la statistique annuelle des chemins de fer d'intérêt général et d'intérêt local, qui devra être reprise avec réduction du délai de publication (Statistique de 1937, dernière parue en 1939), il est publié comme renseignements rapides :

Recettes hebdomadaires des chemins de fer : voyageurs, marchandises; on devrait indiquer à côté des recettes brutes, les recettes à tarif constant, donnant une idée exacte des variations du trafic.

Statistique mensuelle de wagons chargés (moyenne journalière) sans définition précise de l'unité wagon. Statistiques à remplacer, dès que possible, par celle du tonnage kilométrique des marchandises transportées.

Navigaton intérieure. — Statistique trimestrielle du tonnage des embarquements, à remplacer, si possible, par une statistique mensuelle du tonnage kilométrique des marchandises transportées.

Transports maritimes. — Statistique de la navigation maritime dans les publications du commerce extérieur, à reprendre dans les mêmes conditions.

Statistique annuelle et statistique mensuelle des entrées et sorties de navires dans les ports maritimes.

Mouvements des marchandises dans les ports. — Reprendre également la statistique mensuelle publiée avant guerre par le ministère des Travaux publics : marchandises embarquées, débarquées, évacuées par voie ferrée ou navigation intérieure, encombrement.

Transports aériens. — Reprendre la statistique mensuelle du trafic aérien : voyageurs, poste, marchandises.

P. T. T. — Reprendre les statistiques relatives au trafic des Postes, Télégraphes, Téléphones.

d) CONSOMMATION ET STOCKS.

Stocks. — Reprise et développement des statistiques publiées par la S. G. F., sur les stocks à la production (par exemple charbon et minerai de fer sur le carreau des mines), des stocks dans les entrepôts de douane et autres magasins publics pour les matières premières, produits alimentaires et industriels, d'importance mondiale.

Consommations. — Reprise et développement des statistiques de consommation publiées par la S. G. F. pour divers produits.

e) PRIX, INDICES DE PRIX.

Statistique des prix. — Il serait désirable de développer, dans le *Bulletin de la S. G. F.*, les relevés de prix coordonnés d'après toutes les sources disponibles; cotes officielles, mercuriales, journaux spéciaux, etc... en s'attachant à obtenir des séries de prix bien homogènes au cours du temps.

Indice des prix de gros. — Quelle que soit l'extension qu'il sera possible de donner après guerre au calcul de tels indices, il est souhaitable que le calcul des deux indices de la S.G.F., indice non pondéré de 45 articles et indice pondéré de 126 articles, soit continué, au moins pendant quelque temps, pour assurer une bonne comparabilité avec l'évolution du niveau des prix avant guerre.

Il serait désirable que les tentatives, amorcées par la S. G. F. avant la guerre, soient largement développées pour le calcul d'indices répondant à des buts spéciaux :

- Produits nationaux et produits importés;
- Prix à l'importation et à l'exportation;
- Produits selon le stade de fabrication;
- Produits agricoles et produits nécessaires à l'agriculture;
- Biens de production et biens de consommation;
- Prix de produits mondiaux (indices-or) les plus importants, etc...

Prix de détail. — Il serait souhaitable de voir appliquer, autant que possible, les tentatives faites avant guerre par la S. G. F. pour le calcul d'indices du prix de détail de produits alimentaires et d'objets manufacturés.

Et aussi, pour assurer, au moins pour certaines catégories d'articles, le calcul d'indices de prix comparables à la production, à la livraison par le commerce de gros aux détaillants, à la vente au détail.

Autres statistiques de prix. — Les indices de prix de gros et de détail ne concernent que les marchandises. Parmi les autres statistiques de prix qu'il conviendrait de développer, on citera :

Prix des immeubles. — Généralement, pour suivre les variations de la valeur des propriétés non bâties ou des immeubles, on s'en remet aux appréciations d'experts, qui fixent des coefficients de variation d'une époque à une autre pour diverses catégories de terres ou d'immeubles. On connaît les travaux de M. Ed. Michel à ce sujet.

Il serait désirable de voir étendre l'essai fait récemment à la S. G. F. par M. Duon pour suivre, au cours du temps, les variations de valeur des mêmes immeubles.

f) COÛT DE LA VIE, BUDGETS FAMILIAUX.

Enquêtes sur les budgets familiaux. — Il est indispensable qu'une grande enquête de ce genre soit entreprise en France dès que les circonstances le permettront. Elle seule peut fournir des bases pour un calcul convenable d'indices du coût de la vie.

Quelques enquêtes limitées et insuffisantes avaient été exécutées avant la guerre, alors qu'à l'appel du B. I. T. un très grand nombre de pays avaient entrepris des enquêtes étendues, portant sur des dizaines de milliers de familles, classées par catégories de revenu. Car, à côté d'enquêtes portant sur les familles ouvrières les moins favorisées, il est nécessaire d'avoir des données sur des familles des classes moyennes, fonctionnaires, employés, sur des familles de cultivateurs, etc.

Indice du coût de la vie. — Bien que le calcul de tels indices présente de très graves difficultés, il est indispensable que les indices de la S. G. F. soient repris après la guerre dans des conditions améliorées :

1° Par l'adoption de budgets-types mieux adaptés aux conditions d'existence des familles, déduits des enquêtes sur les budgets familiaux;

2° Par l'amélioration des conditions de l'observation périodique des prix, mieux comparables dans le temps et, si possible, d'une région à l'autre.

Loyers. — Un des éléments du coût de la vie est le loyer d'habitation. Il est très difficile d'obtenir, pour cet élément de la dépense familiale, une base comparable d'une ville à l'autre en raison des différences de climat, d'habitudes locales et aussi des variations de la législation.

Comme pour les prix des immeubles, il faudrait pouvoir suivre, au cours du temps, les variations du loyer de logements restant les mêmes.

De toute façon, il serait utile qu'une enquête sur les loyers fut jointe à l'enquête générale sur l'habitation.

g) SALAIRES.

Salaires. — La seule enquête générale sur les salaires était, avant guerre, celle que la S. G. F. faisait chaque année en octobre à l'aide de questionnaires adressés aux conseils de prud'hommes et à certaines mairies; elle est semestrielle depuis 1942.

Il y avait, en outre, des enquêtes partielles : mines, métallurgie de la région parisienne, tabacs, sucreries, couture, domestiques, etc...

Il faut y ajouter, depuis 1936, les données sur les salaires, tirées des contrats collectifs obligatoires.

La nouvelle organisation industrielle devrait permettre d'obtenir, à l'aide de l'enquête mensuelle et des statistiques annuelles plus détaillées, les données nécessaires pour :

Un *indice mensuel des salaires* horaires, par catégories professionnelles;

Une statistique des *gains effectifs* et de la durée réelle du travail;

Une statistique des *accessoires* du salaire permettant l'étude de la *distribution des salaires* suivant leur quotité;

L'estimation de la *masse des salaires* payés, élément important du revenu national;

Un *indice des salaires réels*, par combinaison des indices des gains effectifs et du coût de la vie.

Maintenant que les cotisations des Assurances sociales sont calculées d'après les salaires perçus, on pourrait y trouver les éléments d'une statistique des salaires.

h) AUTRES STATISTIQUES DU TRAVAIL.

Reprise et développement des statistiques publiées avant la guerre par le ministère du Travail, notamment :

Réglementation générale des conditions de travail;

Conventions collectives;

Conflits du travail;

Hygiène et sécurité du travail : accidents du travail, maladies professionnelles;

Assurances sociales;

Allocations familiales;

Coopératives de production et de consommation;

Habitations ouvrières, œuvres sociales, etc...

C. — Statistiques financières.

I. — ÉPARGNE.

Les statistiques mensuelles sur les dépôts et retraits dans les caisses d'épargne ordinaires et à la Caisse nationale ont été continuées; il faut souhaiter leur publication régulière et rapide.

II. — BANQUES.

La création d'un Comité d'organisation des banques permet d'établir des statistiques pour l'ensemble des banques françaises.

Avant la guerre, étaient seuls publiés les bilans hebdomadaires de la Banque de France, mensuels de quatre grandes sociétés de crédit, annuels des banques constituées en sociétés par actions.

L'adoption d'une forme obligatoire pour les bilans rend possible l'établissement de statistiques bancaires complètes, permettant de suivre le mouvement des dépôts, l'activité de l'escompte, les taux d'escompte, la circulation des effets de commerce, des chèques.

Ce vœu a déjà reçu un commencement d'exécution par la publication d'une situation mensuelle de toutes les banques établie par le Comité de contrôle des banques, dont les données essentielles sont reproduites dans le *Bulletin de la S. G. F.*

III. — ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES.

Continuation des statistiques mensuelle et annuelle des émissions *publiques* de valeurs mobilières établie par la S. G. F. d'après les insertions au B. A. L. O. et les renseignements recueillis sur les émissions non annoncées au B. A. L. O. : État, collectivités, chemins de fer, etc... avec indication des remboursements.

Il serait désirable que fut comblée la lacune correspondant aux émissions non publiques, titres placés dans un cercle restreint sans offre publique.

IV. — VIREMENTS ET COMPENSATIONS.

En raison du rôle joué par la Banque de France, il serait désirable de pouvoir ajouter, chaque mois, au montant des virements de la Chambre de compensation, ceux effectués par la Banque de France.

V. — STATISTIQUES BOURSIÈRES .

Indices des cours des valeurs à revenu variable par groupes d'activité, industrielle ou commerciale; des valeurs à revenu fixe. Est souhaitable la continuation des indices de la S. G. F.

Indices des transactions boursières. — Continuation des indices calculés par la S. G. F. d'après les données fournies par le syndicat des agents de change de la Bourse de Paris. Extension, si possible, à un plus grand nombre de valeurs.

Taux de capitalisation des valeurs à revenu variable par groupes d'activité; des valeurs à revenu fixe. Reprise des calculs effectués par la S. G. F., avant guerre.

VI. — AUTRES TAUX MONÉTAIRES.

La S. G. F. devrait continuer à tenir à jour la statistique des divers taux marquant le coût des capitaux.

Taux à court terme; escompte de la Banque de France, escompte hors banque, avances sur titres, reports en Bourse (quand le marché à terme sera rétabli), Bons du Trésor.

Taux à moyen et long terme; taux des obligations émises, taux de capitalisation, taux hypothécaires, etc...

VII. — PROPRIÉTÉS, FORTUNES ET REVENUS.

Sur ces questions, les services des ministères des Finances et les régies financières possèdent une riche documentation, dont l'exploitation statistique n'a pas été, jusqu'ici, poussée assez loin. Il serait vivement désirable que l'emploi de méthodes mécanographiques permit, après la guerre, la publication et l'établissement de statistiques de première utilité, qui ont fait défaut jusqu'ici et sont publiées dans beaucoup d'autres pays. On citera seulement quelques exemples.

Statistique immobilière. — Établissement, d'après les documents des Contributions directes, d'une statistique des propriétés bâties et non bâties, dont les cadres ont été étudiés par notre ancien président M. Ed. Michel. Un essai commencé avant guerre et interrompu, devrait être repris.

Statistique des valeurs mobilières, ou, si l'on veut, statistique des sociétés par actions et autres. Depuis l'enquête ordonnée par Fernand Faure, il y a une quarantaine d'années, la France n'a pas eu de recensement des sociétés, alors que de telles opérations sont renouvelées fréquemment dans d'autres pays.

Revenus déclarés. — Les dossiers des impôts sur les revenus pourraient donner des statistiques plus instructives et plus détaillées que celles qui ont été publiées jusqu'à présent.

Impôt général sur les revenus. — Pour l'étude de l'inégalité des revenus, notre collègue, M. le baron Mourre, demande que la répartition par quotité permette le calcul des quartiles et des derniers déciles de la distribution.

On souhaiterait aussi une distinction suivant l'âge et la profession des redevables.

Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. — Une répartition par grandes branches d'activité serait fort utile, comme contrôle des données directes qui seront fournies par la production industrielle.

Successions. — La statistique des successions devrait être développée, en particulier pour permettre le calcul de l'intervalle moyen servant de multiplicateur dans la méthode de l'annuité successorale, indiquée par de Foville, pour le calcul de la fortune privée.

Le sens dans lequel devrait être développée la statistique des successions a été indiqué dans le *Bulletin de la S. G. F.* (déc. 1934) à propos d'une enquête partielle (Paris et département de la Manche).

Évaluation des fortunes et revenus. — On ne possède que des estimations d'origine privée. La documentation des services du ministère des Finances devrait permettre l'établissement de statistiques détaillées qui éclaireraient puissamment ces questions.

Mais il faudrait définir nettement les éléments retenus, en raison des différences entre les conceptions et les définitions adoptées de divers côtés pour la fortune publique et privée, la fortune nationale, les revenus publics ou privés, divergences qui sont accusées par la multiplicité des expressions usitées.

M. Ed. Michel a signalé l'utilité d'une statistique des biens immobiliers et mobiliers possédés en France par des étrangers, ainsi que de la participation de ces derniers dans les entreprises industrielles et commerciales en France.

Charges fiscales. — L'évaluation et la comparaison des fortunes et revenus d'un pays à l'autre ne prennent tous leurs sens, que si elles peuvent être comparées aux charges fiscales, dont la discrimination soulève de sérieuses difficultés. Des études en ce sens seraient les bienvenues, notamment celles des charges fiscales par catégories de contribuables.

VIII. — FINANCES PUBLIQUES.

Budget de l'État, publié au *Journal officiel.*

Budget des collectivités publiques. — Publication, si possible, des budgets des départements, des communes (ou tout au moins des grandes villes) et des autres collectivités publiques.

Situation des crédits engagés sur le budget de l'État, rien n'est publié.

Recettes et dépenses de l'État. — Reprise de la publication régulière, chaque mois, au *Journal officiel.*

Recettes et dépenses des collectivités publiques. — Rien n'est publié.

Situation de la trésorerie de l'État. — Reprise de la publication, autrefois trimestrielle, si possible mensuelle.

Émission et remboursement des fonds d'État (Voir Émissions de valeurs mobilières).

Situation de la dette publique. — Reprise des publications à intervalles réguliers.

Statistique des fonctionnaires. — La publication tous les cinq ans, par la S. G. F., d'une statistique des échelles des traitements et salaires des agents de l'État, ne permet pas de se faire une idée de la charge correspondante supportée par les finances de l'État, parce qu'elle ne fournit aucune donnée sur le nombre des agents dans chaque emploi et chaque classe.

La S. G. F. a tenté, à diverses reprises, une coordination des statistiques disponibles (études spéciales dans son Bulletin). Mais il serait désirable que, reprenant les anciens projets du Conseil supérieur de Statistique, il soit enfin entrepris une statistique complète des fonctionnaires, à l'aide de bulletins individuels.

Elle devrait être complétée par une statistique des *retraités* dont les pensions constituent la plus grosse part de la dette viagère de l'État.

IX. — MOUVEMENTS DE CAPITAUX ET REVENUS ENTRE LA FRANCE ET L'ÉTRANGER.

La balance des comptes entre la France et l'étranger n'a jusqu'ici fait l'objet que d'évaluations privées, notamment celle qui était publiée dans le volume annuel de la *Revue d'Économie politique*.

Il serait désirable qu'il fut procédé à une évaluation officielle de la balance des comptes en capital et en revenu, en prenant pour base les cadres internationaux préparés par la S. d. N.

Un des éléments importants de la balance est fourni par l'apport des touristes étrangers, d'où l'utilité d'une bonne statistique du tourisme, déjà signalée à propos des statistiques de la population.

D. — Statistiques relatives à la guerre et à ses conséquences.

Déplacements de population pendant la guerre : exode de juin 1940, réfugiés, transfert de travailleurs dans d'autres pays, etc...

Victimes humaines de la guerre : pertes de l'armée en tués, blessés, malades, invalides : pertes de la population civile, notamment par bombardements aériens.

Dépenses de guerre, y compris prestations en nature.

Dommages de guerre, immobiliers et mobiliers : dépenses pour la réparation de ces dommages.

E. — Statistiques relatives à l'Empire français.

Cette rapide Revue serait incomplète, s'il n'y était fait allusion aux statistiques concernant les colonies, protectorats, etc.

Exprimons tout d'abord, un regret que nous voulons espérer rétrospectif : c'est qu'il n'y ait pas eu dans le passé de coordination suffisante des statistiques de l'Empire français. Le seul essai est celui qu'avait tenté la S. G. F. dans l'*Annuaire statistique* : mais il ne s'agissait que d'un rassemblement de statistiques de valeurs très inégales provenant des diverses parties de l'Empire. Ce qu'il faut, c'est une unité de vues et de méthodes, une coordination réelle des moyens et des résultats portant sur tous les territoires français d'outre-mer, en rejetant les distinctions qui résultent du fait que l'Algérie dépend du ministère de l'Intérieur, la Tunisie, le Maroc, etc... du ministère des Affaires étrangères, les autres colonies et protectorats du ministère des Colonies.

La loi créant le Service national des Statistiques lui donne mandat de coordonner non seulement les statistiques de la France métropolitaine, mais aussi celles de l'Empire français. Espérons que cette clause, renforcée par la création au ministère des Colonies d'un service central de statistique, en liaison technique avec le S. N. S., de services locaux de statistique, à l'exemple de celui de l'Indochine, pourra créer les conditions favorables à l'établissement de statistiques d'ensemble dignes de la France et de son Empire.

Il paraît suffisant de s'en tenir ici à ce vœu d'ordre général, sans entrer dans l'examen détaillé des statistiques coloniales.

F. — Enseignement de la statistique.

Enfin, dernière insuffisance, mais non la moins regrettable, celle de l'enseignement de la statistique. Dans de nombreux pays : Allemagne, États-Unis, Grande-Bretagne, Italie, etc., cet enseignement est très largement représenté dans les Universités et les écoles techniques supérieures; la statistique est une matière obligatoire des programmes et les diplômes délivrés sont exigés pour certaines carrières. En France, un seul établissement est voué à la diffusion des méthodes statistiques et de leurs applications si variées : l'Institut de statis-

tique de l'Université de Paris fondé en 1922, auquel il faut ajouter, depuis 1942, l'École d'application du S. N. S., dont les élèves suivent d'ailleurs les cours de l'Institut. Très maigrement doté, l'Institut n'a pu, jusqu'à présent, donner à son activité l'extension souhaitée par ses fondateurs : MM. Colson, Fernand Faure, March, Borel, etc... et par ses dirigeants actuels. Et cependant, la nouvelle organisation économique a suscité, de la part des comités d'organisation et des grandes entreprises, des demandes croissantes et non satisfaites de statisticiens expérimentés, comme on en emploie beaucoup dans les pays déjà cités. Et le pays de Laplace, de Poisson, de Bienaymé et de Cournot ne peut rester en arrière dans la recherche scientifique pour tout ce qui concerne la statistique mathématique, le calcul des probabilités et leurs applications. Aussi est-il indispensable :

1° Que l'Institut de statistique de l'Université de Paris soit doté par l'État et par les organismes intéressés de ressources suffisantes pour lui permettre de remplir une tâche qui ne saurait être différée sans grand dommage pour la prospérité économique générale;

2° Que, selon le vœu de M. Fréchet, une chaire de statistique mathématique soit créée à la Faculté des Sciences de Paris, qui possède une chaire de calcul des probabilités et qu'il soit créé, à la Faculté des Sciences de Lyon, une chaire de calcul des probabilités.

Michel HUBER.
